

3^e CONGRÈS MONDIAL DE LA CSI, 18-23 mai 2014, Berlin

LA RÉALISATION DES DROITS



Cadre d'action

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

La réalisation des droits

Les grandes entreprises, la haute finance et leurs alliés politiques ont intensifié leur campagne visant à saper les efforts déployés par les syndicats pour défendre et étendre les droits fondamentaux des travailleurs/euses et à y résister. Ils se servent actuellement de la crise économique mondiale qu'ils ont déclenchée comme prétexte pour lancer une campagne intense destinée à balayer les droits existants, rendant les travailleurs/euses encore plus vulnérables à l'exploitation.

Le modèle néolibéral du capitalisme entraîne des inégalités, provoque des troubles sociaux et sape le fondement même de la démocratie.

Les droits des travailleurs et des travailleuses ne sont pas négociables; toutefois, on enregistre des déficits de travail décent à des degrés divers dans la plupart des pays à travers les chaînes d'approvisionnement mondiales, touchant en majorité les femmes et les migrants.

Les citoyens se sentent abandonnés par leur gouvernement dans la mesure où les décideurs privilégient les intérêts des entreprises aux dépens de ceux des travailleurs/euses. À peine 13% des citoyens considèrent que leur gouvernement tient davantage compte des intérêts des familles de travailleurs que de ceux des entreprises.

- Faits:** Quarante-sept pays n'ont pas ratifié une ou plusieurs des conventions internationales sur les droits fondamentaux des travailleurs/euses.
- Trente-trois pays, représentant plus de la moitié de la population mondiale, n'ont pas ratifié la Convention (n° 87) de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, notamment la Chine, l'Inde, les États-Unis et le Brésil.
- Les membres de syndicats dans 28 % des pays ont signalé des actes de violence à la CSI. Au cours des 27 dernières années, 2 942 syndicalistes ont été assassinés en Colombie. Au Guatemala, 73 syndicalistes ont trouvé la mort depuis 2007.
- Les membres de syndicats dans 53 % des pays ont indiqué à la CSI être victimes de discrimination antisyndicale, ne disposant d'aucun recours efficace pour obtenir justice.
- Dans un pays sur quatre, les employeurs refusent de négocier malgré les vastes législations en matière de négociation collective.
- 20,9 millions de personnes travaillent dans des conditions de travail forcé. Autrement dit, trois personnes sur 1000 sont des « esclaves modernes », les migrants et les peuples autochtones étant particulièrement vulnérables.
- Une femme sur trois dans le monde sera victime de violence physique et/ou sexuelle.
- On enregistre un écart de rémunération entre hommes et femmes de l'ordre de 8 à 48 % selon les pays.
- Chaque année, pratiquement 360 000 travailleurs meurent des suites d'accidents du travail et 2 millions décèdent de maladies professionnelles.
- Bien qu'ils soient souvent victimes de discrimination et d'exploitation, les 232 millions de migrants dans le monde (dont la moitié sont économiquement actifs) contribuent grandement à la croissance économique. Ils devraient envoyer 700 milliards USD vers leur pays d'origine d'ici 2016, tout en continuant de dépenser 87 % de leurs revenus au niveau local.

Pays à risque

La stratégie de la CSI concernant les pays à risque regroupe des pays où la démocratie et les droits sont menacés. Des pays en proie à des luttes pour la libération, à des conflits, à des combats contre la discrimination et à l'oppression, ou confrontés au non-respect des lois garantissant les droits fondamentaux à tous les travailleurs/euses.

Cette stratégie comporte une « liste des pays à surveiller » en vue d'actions concertées. Durant une année donnée, lorsque les conditions le permettent, jusqu'à dix pays seront ciblés en vue d'intenses actions de campagne.

Le Congrès a identifié les pays suivants à prendre en considération:

Liste des pays à surveiller			Pays ciblés
Afghanistan	Guinée	Paraguay	Bahreïn
Algérie	Haïti	Philippines	Bangladesh
Belarus	Honduras	Qatar	Birmanie/Myanmar
Cambodge	Irak	République centrafricaine	Fidji
Colombie	Iran	République démocratique du Congo	Géorgie
Corée	Mali	Somalie	Guatemala
Égypte	Mexique	Syrie	Swaziland
États-Unis d'Amérique	Pakistan		Turquie
Grèce	Palestine		Zimbabwe

L'offensive contre les droits, notamment la liberté syndicale, le droit de négociation collective et le droit de grève, lancée par l'OIE à l'échelle mondiale doit être combattue, tout comme la défense par les organisations d'employeurs, notamment la Chambre de commerce américaine, de l'exploitation par le commerce et les chaînes d'approvisionnement au niveau mondial.

L'Accord de Bangladesh (2013) obtenu par IndustriALL et UNI devrait servir de modèle.

Garantir de toute urgence la sécurité sur les lieux de travail constitue une tâche fondamentale des syndicats, qui luttent pour empêcher les employé(e)s de perdre la vie ou la santé au travail. Des tentatives massives visant à affaiblir les réglementations en matière de santé et de sécurité au travail et leur mise en application, déjà insuffisantes, sont actuellement entreprises dans de nombreux pays. En tant que syndicats, il nous appartient de mettre un terme à cette tendance, en abordant la santé et la sécurité au travail non seulement comme question technique mais également dans le cadre du programme plus vaste concernant la « réalisation des droits ».

Jyrki Raina, secrétaire général d'IndustriALL, a déclaré: « **L'Accord sur les mesures de sécurité ayant trait aux incendies et aux bâtiments au Bangladesh est le seul programme crédible que les marques peuvent signer. Ce programme comprend des mesures directes et de bon sens qui auront un impact fondamental sur la sécurité des travailleurs dans les usines au Bangladesh. Il est temps, à présent, que toutes les autres marques s'engagent en faveur d'une sécurité durable au Bangladesh** ».

Philip Jennings, secrétaire général d'UNI, a indiqué: « **L'Accord est un appel à la justice et offre une solution durable à la sécurité dans les usines qui ne peut désormais être ignorée. Ces détaillants internationaux doivent changer leur comportement. Nous avons observé les conséquences dramatiques au Bangladesh de la mentalité consistant à agir comme si de rien n'était. Les entreprises doivent s'y engager et démontrer qu'elles sont finalement disposées à assumer leurs responsabilités à l'égard de ces travailleurs dans les usines qui font partie, en fin de compte, de leur main-d'œuvre dans le monde** ».



Les droits des femmes sont au cœur de la justice sur le lieu de travail

La concentration des femmes dans les régimes de travail informels et précaires, assortis d'une faible rémunération, d'une insécurité du travail élevée, de mauvaises conditions de santé et de sécurité et d'une absence de dialogue social et de protection sociale, les rend davantage vulnérables à la violence sexiste au travail. Entre 40 et 60 % des travailleuses ont été victimes de harcèlement sexuel ou d'autres formes de violence sexiste.



Myrtle Witbooi, dirigeante du SADSAWU et présidente du Réseau international des travailleuses domestiques (IDWN): « **... nous étions traitées sans le moindre respect et le travail que nous réalisions n'était pas valorisé! Je me suis demandé un jour (1966) pourquoi nous devons travailler de longues heures et nous ne disions jamais non au patron, en tapant dans nos mains alors que nous étions très mal rémunérées? J'ai eu cette idée géniale, et si je peux améliorer notre sort, nous pouvons toutes le faire...** ».

Le mouvement syndical s'est engagé à organiser les travailleurs/euses migrants afin de défendre leurs droits à une égalité de traitement et à une protection juridique. Seuls 47 États ont ratifié la Convention de l'ONU sur les travailleurs migrants. Aucun État de destination en Europe occidentale, en Amérique du Nord, en Australie, dans le Golfe, en Inde, ou en Afrique du Sud n'a ratifié cette Convention. Les gouvernements doivent assumer la responsabilité d'adopter une approche fondée sur les droits dans la gouvernance des migrations aux échelons mondial, régional et national.

Les États esclavagistes, où le travail forcé est en augmentation, constituent des cibles fondamentales pour des campagnes internationales coordonnées. Des millions de travailleurs/euses migrants sont dupés et pris au piège du travail forcé de par le monde, et plus particulièrement dans les États du Golfe.



« Il a fallu deux ans à Bhupendra, déterminé à lutter et dépendant des aides qu'il recevait de ses amis, pour obtenir une indemnisation après que sa jambe gauche a été écrasée dans un accident du travail au Qatar ».

La CSI s'est engagée à promouvoir un protocole solide à la Convention n° 29 en vue de renforcer la prévention du travail forcé et d'améliorer la protection et l'indemnisation des victimes.

L'augmentation du travail précaire de par le monde résulte des pratiques d'emploi destinées à optimiser la rentabilité à court terme et la flexibilité, aux dépens des travailleurs/euses. Le recours au travail précaire porte préjudice aux droits syndicaux, dans la mesure où les travailleurs/euses concernés par ces conditions de travail (par exemple, les contrats à court terme, la sous-traitance ou le mauvais classement dans la catégorie des travailleurs indépendants) éprouvent des difficultés pour s'organiser avec leurs collègues de travail afin de former un syndicat ou d'y adhérer et de négocier collectivement, quand ce n'est pas impossible.

Légende: la coordinatrice de la campagne de la KPTU à l'aéroport d'Incheon, Gil-Suk Min, à la suite d'une cérémonie au cours de laquelle elle s'est rasé les cheveux durant la grève lancée le 11 novembre pour réclamer des contrats d'emploi direct, des conditions de travail décentes et des droits syndicaux.



Les peuples autochtones, qui représentent environ 5 % de la population mondiale, soit 370 millions de personnes, continuent d'être victimes de marginalisation dans la société et sur le lieu de travail et voient leurs droits régulièrement bafoués.

Points d'action

Les droits ne sont pas négociables et les syndicats aux quatre coins du monde sont engagés dans une lutte nationale et mondiale pour construire un monde juste.

À cette fin, les actions suivantes sont nécessaires:

- la contribution des organisations affiliées au Rapport annuel de la CSI afin de veiller à ce que cette publication fasse le plus autorité en matière de violation des droits syndicaux;
- des campagnes pour la ratification des Conventions de l'OIT, notamment les conventions fondamentales et prioritaires, ainsi que celles relatives aux travailleurs/euses domestiques et aux travailleurs/euses migrants, entre autres;
- l'organisation afin de garantir et de défendre la liberté syndicale, y compris le droit de grève et le droit de négociation collective pour tous les travailleurs/euses, notamment par le biais des normes de l'OIT;
- la promotion de la qualité et l'égalité dans les services publics, notamment l'éducation et la santé, et la garantie du droit à l'éducation pour tous;
- des stratégies ciblées visant au développement de compétences en vue du recours efficace aux mécanismes de contrôle de l'OIT et aux tribunaux régionaux et nationaux;
- un soutien ciblé aux campagnes et à l'organisation pour les travailleurs/euses victimes d'atteintes aux droits et à la législation du travail;
- conjointement avec les FSI et les centrales nationales, l'identification de cibles d'entreprises et nationales en vue de l'organisation, de la négociation, des procès et des mesures législatives visant à réduire le travail précaire;
- l'intensification des efforts pour combattre le travail précaire à l'échelle mondiale à travers la législation, les campagnes dans les entreprises et l'octroi d'une d'importance accrue à cette question dans le programme de l'OIT, notamment l'action normative sur les formes précaires d'emploi;
- un engagement aux côtés des organisations de défense des droits humains, des migrants, des peuples autochtones et d'autres alliés;
- des recherches, un soutien et la création d'un espace pour les stratégies d'organisation non traditionnelles visant à renforcer le pouvoir et la représentation des travailleurs/euses marginalisés, notamment les migrants et/ou les travailleurs/euses dans le secteur informel;
- la lutte contre la discrimination au travail, par exemple en encourageant les centrales nationales à protéger les travailleurs/euses LGBT contre la discrimination au travail et à combattre la criminalisation en général; à défendre les droits des peuples autochtones et à syndiquer les travailleurs/euses autochtones; et à réclamer l'égalité des genres au travail et dans la société;
- la sensibilisation à la violence sexiste en tant que question liée au lieu de travail, notamment des pressions et des campagnes en faveur d'une norme internationale du travail pour combattre la violence sexiste;
- la promotion d'actions menées par les syndicats aux niveaux national et local en matière de santé et de sécurité au travail et la contribution à l'incorporation de la santé et de la sécurité au travail dans le programme syndical plus vaste, notamment le partage des meilleures pratiques syndicales sur les risques de la santé et la sécurité au travail, dont les questions émergentes; la promotion de l'interdiction mondiale de l'amiante; et la ratification et la mise en œuvre des normes de l'OIT sur la santé et la sécurité au travail.